

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27129]

**13 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 52.541/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

**Art. 2.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 25 kg et inférieure à 5 t visés à la rubrique 63.12.17.01.01 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Ces conditions sectorielles ne s'appliquent pas aux dépôts liés aux activités visées à la rubrique 24.20.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° établissement existant : l'établissement dûment déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une déclaration a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Est assimilé à un établissement existant, tout établissement dont l'exploitant apporte la preuve qu'il détenait moins de 500 kg de produits phytopharmaceutiques avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° PPNU : les produits phytopharmaceutiques non utilisables comprenant, notamment, les produits dégradés ou retirés du marché.

**CHAPITRE II. — Implantation et construction**

**Art. 4.** L'entrée du dépôt est implantée à plus de :

- 5 mètres de la voie publique;
- 10 mètres des habitations de tiers;
- 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines ou d'un point d'entrée d'égout public.

**Art. 5.** Les produits phytopharmaceutiques sont stockés dans un local ou dans une armoire ou dans un dispositif équivalent de stockage, conçu de manière à assurer une rétention efficace.

Le dispositif de rétention est considéré comme efficace s'il respecte les conditions suivantes :

- sa capacité est égale ou supérieure au volume du plus grand conditionnement et au moins égale au quart du volume total des produits phytopharmaceutiques stockés;
- il est étanche;
- il résiste à la corrosion engendrée par les produits stockés.

Le dispositif de rétention est dépourvu de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt et est constitué d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement. Le sol est réalisé de manière à assurer la stabilité des récipients de stockage et des conditionnements.

**Art. 6.** Le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de produits phytopharmaceutiques n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.

**Art. 7.** Un accès à partir de la voie publique vers le dépôt est assuré au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.

**CHAPITRE III. — Exploitation**

**Art. 8.** Le dépôt contient uniquement des pesticides tels que définis par la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et les déchets contaminés par des pesticides.

D'autres produits peuvent être stockés à condition qu'ils :

- 1° ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale;
- 2° ne soient pas des médicaments;
- 3° ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion;
- 4° soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.

Le matériel spécifique destiné à l'application des produits stockés peut être présent dans le dépôt.

**Art. 9.** L'exploitant veille à ce que des produits absorbants soient présents dans le dépôt ou à proximité immédiate.

**Art. 10.** Les produits phytopharmaceutiques sont placés de manière à faciliter l'identification de ceux-ci.

**Art. 11.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et des services d'incendie et de secours les documents permettant d'identifier la nature des produits stockés et les risques inhérents à leur présence.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

**Art. 12.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent des mesures prises et des équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 13.** L'exploitant met en place à proximité du dépôt un système d'extinction des incendies adapté aux produits stockés et conforme aux prescriptions du service d'incendie territorialement compétent. Ce système est régulièrement vérifié et entretenu selon les prescriptions des fabricants, des installateurs ou les consignes prescrites par le service d'incendie territorialement compétent.

**Art. 14.** L'exploitant prend les mesures adéquates afin de contenir tout déversement accidentel de produits phytopharmaceutiques.

CHAPITRE V. — *Eau*

**Art. 15.** Tout déversement accidentel de produits phytopharmaceutiques en eaux de surface ou en zone de prévention telle que définie à l'article D.2, 94°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tout déversement accidentel de produits phytopharmaceutiques dans les égouts publics est signalé par l'exploitant au fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VI. — *Gestion des déchets*

**Art. 16.** Les PPNU sont stockés dans le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de produits phytopharmaceutiques dans une zone clairement identifiée par une pancarte portant la mention « PPNU/périmé » et sont conservés dans leur emballage d'origine.

**Art. 17.** Les emballages des produits phytopharmaceutiques et les matériaux contaminés par les produits phytopharmaceutiques sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières.

**Art. 18.** Le registre visé par les articles 59 et suivants de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VII. — *Assurance*

**Art. 19.** L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant de ses activités.

CHAPITRE IX. — *Mesures transitoires et finales*

**Art. 20.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 4 ne s'applique pas aux établissements existants, les articles 6, 7, 12, 13 et 19 s'appliquent aux établissements existants à dater du 1<sup>er</sup> octobre 2015 et l'article 5 s'applique aux établissements existants à dater du 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Art. 21.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27129]

**13. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 11. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, §1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.541/VR/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Begriffsbestimmung*

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind anwendbar auf die Lager von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln, wenn die gelagerte Menge wenigstens 25 kg entspricht und unter 5 T liegt, gemäß der Rubrik 63.12.17.01.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe.

Diese Bedingungen sind nicht anwendbar auf die Lager für die in der Rubrik 24.20 angeführten Tätigkeiten.

**Art. 3** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß angemeldet war, sowie ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Anmeldung eingereicht wurde. Jeder Betrieb, dessen Betreiber den Beweis erbringt, dass er vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses weniger als 500 kg Pflanzenschutzmittel besaß, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt;

2° NVPSM: die nicht mehr verwendbaren Pflanzenschutzmittel, die u.a. unbrauchbar gewordene oder vom Markt genommene Mittel umfassen.

#### KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

**Art. 4** - Der Eingang des Lagers befindet sich in einer Entfernung von mehr als:

- 5 Meter von einer öffentlichen Straße;
- 10 Metern von einem Wohnhaus von Dritten;
- 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einer bevorzugten Einlassstelle in das Grundwasser oder einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation.

**Art. 5** - Die Pflanzenschutzmittel werden in einem Raum, einem Schrank oder in einer gleichwertigen Lagervorrichtung gelagert, deren Gestaltung über ein wirksames Rückhaltesystem verfügt.

Dieses Rückhaltesystem gilt als wirksam, wenn es die folgenden Bedingungen erfüllt:

- Sein Auffangvermögen entspricht wenigstens dem Volumen der größten Verpackungsmenge und wenigstens einem Viertel des Gesamtvolumens der gelagerten Pflanzenschutzmittel;
- Es ist dicht;
- Es ist gegen die durch die gelagerten Mittel verursachte Korrosion widerstandsfähig.

Das Rückhaltesystem besitzt keinen Überlauf und keine Leitung, die aus dem Lager führt. Zudem besteht es aus einem dichten und sowohl mechanisch als auch chemisch resistenten Stoff. Der Boden ist so angelegt, dass die Stabilität der Lagerbehälter und der Verpackungen gewährleistet ist.

**Art. 6** - Der Raum, der Schrank oder die gleichwertige Lagervorrichtung zur Aufbewahrung der Pflanzenschutzmittel steht nicht in direkter Verbindung zu einem Wohnraum.

**Art. 7** - Dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst wird unter Berücksichtigung seiner Anweisungen von der öffentlichen Straße aus ein Zugang zu dem Lager gewährleistet.

#### KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

**Art. 8** - Das Lager beinhaltet ausschließlich Pestizide nach der Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden sowie die durch Pestizide verunreinigten Abfälle.

Andere Mittel können in dem Lager gelagert werden, unter der Bedingung, dass:

- 1° sie nicht für die Ernährung von Menschen oder Tieren bestimmt sind;
- 2° es sich dabei nicht um Medikamente handelt;
- 3° sie keine Brand- oder Explosionsgefahr darstellen;
- 4° sie getrennt auf eigens dafür vorgesehenen Regalen aufbewahrt werden, so dass jeder direkte Kontakt mit den Pestiziden vermieden wird.

Das spezifische Material für die Behandlung mit den gelagerten Mitteln kann im Lager vorhanden sein.

**Art. 9** - Der Betreiber achtet darauf, dass absorbierende Stoffe im Lager oder in unmittelbarer Nähe zu dem Lager vorhanden sind.

**Art. 10** - Die Pflanzenschutzmittel werden so aufbewahrt, dass sie leicht zu identifizieren sind.

**Art. 11** - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie für die Feuerwehr- und Rettungsdienste die Dokumente zur Verfügung, die ermöglichen, die Art der gelagerten Pflanzenschutzmittel sowie die mit ihrer Präsenz einhergehenden Gefahren zu identifizieren.

#### KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

**Art. 12** - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Gefahr bei der Ausbreitung eines Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 13** - In der Nähe des Lagers bringt der Betreiber ein Brandlöschsystem an, das den gelagerten Stoffen angepasst ist und den Vorschriften des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes entspricht. Dieses System wird nach den Vorschriften der Hersteller, der Installateure oder auf der Grundlage der schriftlichen Anweisungen des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes regelmäßig geprüft und gewartet.

**Art. 14** - Der Betreiber trifft alle angemessenen Maßnahmen, um jegliche unbeabsichtigt freigesetzte Pflanzenschutzmittel aufzufangen.

KAPITEL V — *Wasser*

**Art. 15** - Jedes unbeabsichtigte Ableiten von Pflanzenschutzmitteln in das Oberflächenwasser oder in eine Präventivzone im Sinne von Art. D.2, 94° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ist dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zu melden.

Jedes unbeabsichtigte Ableiten von Pflanzenschutzmitteln in die öffentliche Kanalisation ist dem mit der Überwachung beauftragten Beamten durch den Betreiber zu melden.

KAPITEL VI — *Abfallverwaltung*

**Art. 16** - Unbrauchbar gewordene oder vom Markt genommene Mittel (NVPSM) werden in dem Raum, dem Schrank, oder einer gleichwertigen Vorrichtung zur Lagerung von Pflanzenschutzmitteln gelagert, und zwar in einem Bereich, der deutlich durch ein Schild mit der Aufschrift "NVPSM/Verfallen" gekennzeichnet ist. Zudem werden diese Mittel in ihrer Originalverpackung aufbewahrt.

**Art. 17** - Die Verpackungen der Pflanzenschutzmittel und die durch Pflanzenschutzmittel verunreinigten Stoffe werden in einer zu diesem Zweck vorbehaltenen verschlossenen Verpackung aufbewahrt, und zwar so, dass sie nicht unbeabsichtigt abgeleitet werden oder nicht mit anderen Produkten, Substanzen oder Stoffen in Berührung gelangen.

**Art. 18** - Das in Artikel 59 ff. des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle angeführte Register wird für den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL VII — *Versicherung*

**Art. 19** - Der Betreiber muss einen Versicherungsvertrag mit einem genügenden Betrag zur Abdeckung der zivilrechtlichen Haftung, die sich aus seinen Tätigkeiten ergibt, abschließen.

KAPITEL IX — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 20** - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 4 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar und sind die Artikel 6, 7, 12, 13 und 19 anwendbar auf die bestehenden Betriebe ab dem 1. Oktober 2015 und Artikel 5 auf die bestehenden Betriebe ab dem 1. Juni 2019.

**Art. 21** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27129]

**13 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies nr. 52.541/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik wanneer de opgeslagen hoeveelheid gelijk aan of hoger is dan 25 kg en kleiner is dan 5 t, die bedoeld is in rubriek 63.12.17.01.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Deze sectorale voorwaarden zijn niet van toepassing op de opslag gebonden aan de in rubriek 24.20 bedoelde activiteiten.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bestaande inrichting : de inrichting die behoorlijk aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, alsook de inrichting waarvoor een aangifte vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend. De inrichting waarvoor de exploitant kan bewijzen dat hij vóór de inwerkingtreding van dit besluit minder dan 500 kg gewasbeschermingsmiddelen bezat, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

2° « PPNU »: de onbruikbare gewasbeschermingsmiddelen die met name de beschadigde producten of de producten die uit de handel worden genomen, omvatten.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 4.** De toegang van de opslagplaats is gevestigd op :

- 5 meter van de openbare weg;
- 10 meter van de woningen van derden;
- 10 meter van een oppervlaktewater, van een voorkeursinlaat naar het grondwater of een inlaat van een openbare riolering

**Art. 5.** De gewasbeschermingsmiddelen worden opgeslagen in een lokaal of een kast of een gelijkwaardige opslagvoorziening die ontworpen is om voor een doeltreffende retentie ervan te zorgen.

De retentievoorziening wordt als doeltreffend beschouwd indien ze de volgende voorwaarden vervult:

- haar vermogen is gelijk aan of hoger dan het volume van de grootste verpakking en minstens gelijk aan één vierde van het totaalvolume van de opgeslagen gewasbeschermingsmiddelen;
- ze is waterdicht;
- ze is tegen de door de opgeslagen producten veroorzaakte corrosie bestand.

De retentievoorziening wordt niet uitgerust met een overlooppijp of met een leiding die op de buitenkant van de opslagplaats uitkomt en bestaat uit een waterdicht alsook mechanisch en chemisch bestendig materiaal. De grond wordt zodanig ontworpen dat de stabiliteit van de opslagrecipiënten en van de verpakkingen wordt verzekerd.

**Art. 6.** Het lokaal, de kast of de gelijkwaardige voorziening voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen wordt niet rechtstreeks verbonden met een woonlokaal.

**Art. 7.** Er wordt vanaf de openbare weg naar de opslagplaats een toegang verzekerd aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst overeenkomstig zijn voorschriften.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

**Art. 8.** De opslagplaats omvat alleen pesticiden zoals bepaald in Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en de met pesticiden besmette afvalstoffen.

Andere producten kunnen opgeslagen worden op voorwaarde dat ze :

- 1° niet bestemd zijn voor de menselijke of dierlijke voeding;
- 2° geen geneesmiddelen zijn;
- 3° geen risico voor brand of ontploffing inhouden;
- 4° apart op afzonderlijke rekjes worden opgeruimd om elk risico voor rechtstreeks contact met de pesticiden te voorkomen.

Het specifieke materiaal bestemd voor de toepassing van de opgeslagen producten kan in de opslagplaats aanwezig zijn.

**Art. 9.** De exploitant zorgt ervoor dat absorberende producten in de opslagplaats of in de onmiddellijke nabijheid aanwezig zijn.

**Art. 10.** De gewasbeschermingsmiddelen worden zodanig geplaatst dat de identificatie ervan wordt vergemakkelijkt.

**Art. 11.** De exploitant stelt de documenten op grond waarvan de aard van de opgeslagen producten en de risico's inherent aan hun aanwezigheid kunnen worden geïdentificeerd, ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar en van de brandweer- en hulpdiensten.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 12.** Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 13.** In de nabijheid van de opslagplaats installeert de exploitant een brandblussysteem dat aangepast is aan de opgeslagen producten en dat met de voorschriften van de territoriaal bevoegde brandweerdienst overeenstemt. Dit systeem wordt regelmatig gecontroleerd en onderhouden volgens de voorschriften van de fabrikanten, installateurs of de van territoriaal bevoegde brandweerdienst.

**Art. 14.** De exploitant treft de gepaste maatregelen om elke accidentele lozing van gewasbeschermingsmiddelen te voorkomen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

**Art. 15.** Elke accidentele lozing van gewasbeschermingsmiddelen in oppervlaktewater of in preventiegebied zoals bepaald in artikel D.2, 94°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

Elke accidentele lozing van gewasbeschermingsmiddelen in openbare rioleringen wordt door de exploitant meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Afvalbeheer*

**Art. 16.** De « PPNU » worden opgeslagen in het lokaal, de kast of de gelijkwaardige voorziening voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen in een gebied dat duidelijk wordt geïdentificeerd door middel van een bordje voorzien van de melding « PPNU/vervallen » en worden in hun oorspronkelijke verpakking bewaard.

**Art. 17.** De verpakkingen van de gewasbeschermingsmiddelen en de met de gewasbeschermingsmiddelen besmette materialen worden bewaard in een daartoe voorbehouden gesloten verpakking zodat ze niet toevallig worden geloosd of niet in contact komen met andere producten, materies of stoffen.

**Art. 18.** Het register bedoeld in de artikelen 59 en volgende van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende gevaarlijke afvalstoffen wordt ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VII. — *Verzekering*

**Art. 19.** De exploitant is verplicht een verzekeringsovereenkomst te sluiten waarvan het bedrag volstaat om de burgerlijke aansprakelijkheid die uit zijn activiteiten voortvloeit te dekken.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 20.** Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid is artikel 4 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen, zijn de artikelen 6, 7, 12, 13 en 19 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 oktober 2015 en is artikel 5 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 juni 2019.

**Art. 21.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27130]

**13 JUIIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 4, 5, 7, 8, 9, 17, 21, alinéa 3, 55, 83 et 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis 52.542/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable prévoit en son article 13 que les Etats membres doivent arrêter les mesures nécessaires pour que le stockage des produits phytopharmaceutiques effectué par des utilisateurs professionnels ne compromette pas la santé humaine ou l'environnement;

Considérant qu'il convient d'encadrer le stockage de produits phytopharmaceutiques et de distinguer le stockage des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel du stockage des autres pesticides; qu'il importe de modifier la rubrique 63.12.17 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans ce sens;

Considérant que par ailleurs, la Directive 2009/128/CE vise tous les utilisateurs professionnels en ce compris les petits utilisateurs comme notamment certaines communes et entrepreneurs de parcs et jardins; qu'il convient d'abaisser le seuil minimal de la classe 3 pour les dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel à 25 kg de manière à pouvoir couvrir également ces utilisateurs professionnels;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

**Art. 2.** Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 5 t visés à la rubrique 63.12.17.01.02 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. Les présentes conditions sectorielles ne s'appliquent pas aux dépôts liés aux activités visées à la rubrique 24.20 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° établissement existant : l'établissement dûment déclaré ou autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une déclaration ou une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant;

2° PPNU : les produits phytopharmaceutiques non utilisables comprenant, notamment, les produits dégradés ou retirés du marché.